



Union Départementale CGT Isère

32 avenue de l'Europe 38030 Grenoble Cedex 02

Secrétariat : 04 76 09 65 54



La Clinique Mut' et le CHUGA préparent t'ils la privatisation du secteur de santé publique ?

La période de crise sanitaire sans précédent qui a conduit notre pays à l'infection de plus de 139 519 personnes et à 26 643 **décès**, a dans le même temps démontré la fragilité de notre système de santé face une épidémie de cette ampleur.

Alors que le Président de la République, lors de son allocution télévisée du 12 mars, a martelé la nécessité de reprendre le contrôle de services, comme l'hôpital, **« qui doivent être en placés dehors des lois du marché »**, alors que l'urgence voudrait que devant les difficultés rencontrées depuis des semaines, des moyens humains et financiers soit portés pour l'hôpital public, les ehpad, l'aide a domicile, c'est tout le contraire qui se prépare dans notre département.

Loin d'avoir pris la mesure de la crise, le groupe Mutualiste Adrea et la direction du CHUGA accélère la privatisation du secteur de soin de l'agglomération Grenobloise.

Malgré la mobilisation des citoyen.ne.s, des organisations syndicales, des élu.e.s de la Métropole de Grenoble – cette dernière ayant voté un vœu le 28 février affirmant la volonté de tout mettre en œuvre pour garantir l'offre de soin délivré par la clinique et émis la possibilité de la préemption des murs –, Adrea, après le rejet de l'offre de SCOP portée par de multiples acteurs, maintien son processus de désengagement et de vente du GHMG (Clinique Mut et de la clinique Chartreuse)

Dans le même temps, la direction du CHUGA avance masquée avec un projet **« *Recomposition de l'offre sanitaire sur le territoire de Grenoble et Voiron* »** intégrant la création de deux groupements de coopération sanitaire (GCS) de droit privé : de tarification publique pour Grenoble et privé pour le Voiron. Ces GCS, issue de la loi Hôpital, patients, santé, territoires (HPST) serait pilotée (stratégie, budget, financement) par un conseil d'administration autour d'une gouvernance partagée (50-50) entre le CHUGA et le groupe VIVALDO et autour d'un modèle fondé sur **« un partenariat médical et capitalistique »**. Une première en France !

La CGT Isère refuse la privatisation de notre système de santé, de plus payée par nos impôts et cotisations sociales. **Nous réaffirmons notre opposition à la reprise de l'activité du GHMG par des repreneurs privés quel que soit leur statut** qui a court, moyens ou long terme, déstabilisera l'offre de soins correspondant aux besoins de la population et des travailleur.euse.s.

L'Etat, l'Agence Régionale de Santé, les collectivités territoriales doivent intervenir pour imposer la reprise de l'activité du GHMG par le CHUGA avec les moyens financiers associés.